

CIBLE

Brouillard

Le 14 novembre à Nice, le supposé président dénonce devant Dimitri Medvedev le bouclier antimissiles que les Américains veulent installer sur les territoires tchèques et polonais : « ces menaces de bouclier, ça ne sert à rien », dit-il avant de proposer le gel des projets russe et américain et la tenue d'une conférence paneuropéenne sur la sécurité.

Le 15 novembre à Washington, le même personnage justifie ce bouclier en le présentant comme « complément contre la menace de missiles venus d'ailleurs, d'Iran par exemple ». Le président polonais s'est permis de renvoyer Nicolas Sarkozy dans ses cordes et Vaclav Havel l'a insulté en évoquant les accords de Munich tandis que la presse internationale s'empressait de moquer la girouette française.

Les amis et les adversaires de la France doivent savoir que ces dépêches ont provoqué chez beaucoup de Français un violent sentiment d'humiliation. Ils doivent savoir que beaucoup de Français sont solidaires des populations et des élus tchèques et polonais qui refusent le bouclier américain. L'histoire n'est pas terminée. Les Américains seront rejetés. Les comptes seront réglés.

GAUCHE FRANÇAISE

Un passé occulté

Enseignants

Une colère justifiée

p. 4

Idées

Marion à l'Académie

p. 9

Obama... et les myopes

Faut-il mettre au compte de notre *caractère national* la manière *bon public* dont fut vécue en France la campagne de Barack Obama ? En tout cas, notre sympathie est allée d'emblée et sans façons au grand noir aux allures d'étudiant prolongé, au brio adapté aux normes médiatiques, mais dont le verbe mesuré, le regard attentif, dénotaient une réserve, une élégance intérieure inédite ou depuis longtemps oubliée.

Certes, l'autre champion, à l'ombre sinistrée du président sortant, jouait les repoussoirs. Mais le fait est que, vu de France, toute idéologie, croyance ou engagement, voire toute prévention ethnique mise à part, le spectateur souhaitait la victoire d'Obama. Les médias ont excellé à emballer ces mouvements du cœur utiles à leur commerce, de sorte qu'avec le village kényan de Nyang'oma Kogelon, nous avons cultivé la plus fervente *obamania* de la planète.

Sondeurs experts (limpimpis) de tout calibre peuvent en tirer de quoi réassortir leur fond de bazar. Raisons de la victoire d'Obama : parce qu'il est noir. Non : malgré qu'il le soit. Bref, parce qu'il est... nègre-blanc. Forts de ces imparables conclusions, ils ont couché la France sur le divan pour inventorier ses motivations, cohérentes ou paradoxales. Comment a-t-elle

précipité dans la même cornue à six mois d'intervalle une majorité pour le Robinsonnet de Neuilly et une plus belle encore pour le grand Vendredi de l'Illinois ! Mettant les deux sujets côte à côte ou dos à dos, vu leurs mensurations politiques, sociales, mentales, morales et physiques... voici qu'on nous assène la vérité crue : Obama est notre *rêve américain*, notre utopie, élu par nous en secret pour compenser, racheter, réparer l'erreur d'avoir confié le pays, l'Europe, bientôt la planète, à ce diable de Nicolas Sarkozy.

Ainsi va peut-être, et tant mieux ou tant pis, notre naïveté populaire... Mais nos chefs ont une toute autre idée derrière la tête : pas finaude quoique frénétiquement utilitaire. Si Obama a gagné, disent-ils - baraka mise à part ! - c'est parce qu'il a *su y faire* : communiquer, amuser, fasciner, entraîner, embaucher les meilleurs spécialistes des médias, mobiliser les cœurs,

impliquer les citoyens dans sa campagne, user de la publicité à pleins tuyaux, de la télé à pleins canaux, du téléphone à pleins faisceaux, et par ces moyens créer sa *marque* selon l'impérissable formule de Christophe Lambert.

Ce talentueux communicant, membre de la cellule stratégique de l'UMP, nous initie à la réalité qui surplombe notre naïveté populaire. Bien sûr, Obama doit servir de modèle. Politique ? Vous n'y êtes pas. La réponse à la crise ou le souci d'imposer la *diversité* ne sont que prétextes. Moral ? Billevesée. Les convictions démocrates fondront comme neige au soleil des intérêts de l'Amérique. La seule leçon est la maîtrise des ressorts de l'opinion dans la conquête du pouvoir. À retenir de la victoire d'Obama : les techniques mises en œuvre, les trucs et tournemains à emprunter (chacun pour soi) en vue de futurs exploits.

Sarkozy avait expédié son conseiller politique Pierre Giacometti, ex-directeur d'Ipsos, pour qu'il suive la campagne démocrate en *immersion* sur le terrain. De son côté, l'UMP s'active à tisser sur la Toile « *un réseau communautaire... conçu comme un média politique global* ». Le casting du remake à la française se prépare. Tout est affaire de cinéma : « *... un bon acteur, une bonne histoire, un bon récit...* », et la sitcom cassera le box-office. D'ailleurs, l'Afro-américain n'était qu'un épigone talentueux : « *Il a compris, comme Nicolas Sarkozy, qu'il fallait faire de la politique un spectacle.* » (1)

Pour n'être pas en reste, l'alligator en second Xavier Bertrand n'a pas hésité à détacher son chef de cabinet, Michel Bettan, qui lui rapporte cette analyse éblouissante : « *L'équipe d'Obama ne laisse rien au hasard. Même lorsque le spectateur croit à la spontanéité, même lorsque ce sont de simples citoyens qui interviennent, tout a été préparé par les équipes d'Obama.* »

Après avoir avoué notre naïveté populaire, faut-il s'étendre sur la *niaiserie* élitaires qui ne retient de l'événement que sa carcasse, réduit la bataille à l'intendance, l'œuvre à ses matériaux, l'artiste à son pinceau ? Cette myopie signe d'avance l'échec de ces futurs acteurs, inaptes à percevoir la qualité des transitions historiques. Voyant de loin se balancer les branches, ils agitent les bras, ignorant ce que c'est qu'un arbre dans le vent.

Luc de GOUSTINE

(1) *Le Monde* du 5 novembre 2008.

royaliste 
BIMONATHE - DIRECTEUR POLITIQUE : ROBERTO MENDONÇA

SOMMAIRE : p.2 : Obama et les myopes - p.3 : Opacité de la noiritude - La lutte, sans finale - p.4 : Tchèques - Mobilisation en chaîne - p.5 : Les missiles de la Baltique - p.6/7 : Un paradoxe français - p.8 : Les surprises d'un "retour" - p.9 : Marion à l'Académie française - p.10 : De face et de profil - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Politique de crise.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Opacité de la noircitude

Promu par les médias, un petit groupe de pression demande que les dirigeants politiques français fassent apparaître un Obama national. La requête est pour le moins paradoxale.

Deux jours après les élections américaines, l'obamania était retombée comme un soufflé. Des militants habiles peuvent cependant l'exploiter pendant quelques semaines. C'est ainsi que Patrick Lozès, président du *Conseil Représentatif des Associations Noires de France* (CRAN), s'est acquis une petite notoriété lorsqu'il a demandé aux politiques de « *prendre des mesures pour que ce qui arrive aux États-Unis arrive aussi en France* ». Autrement dit, le CRAN recommande une politique de discrimination positive. Comme ce groupe de pression semble avoir compris que la discrimination positive est dans le même temps une discrimination négative, il préfère évoquer une *action affirmative*. Ce qui revient à traduire en mot à mot l'*affirmative action* américaine dont nous avons montré l'échec théorique et pratique. (1)

La pirouette sémantique ne neutralise pas l'opacité de l'argumentation sur la *noircitude* :

- la représentation nationale est une représentation politique. En droit, le député législateur est représentant de la nation - et non le mandataire d'une *race* ou d'un sexe. En fait, des traditions de pensées, des intérêts de classe et des projets s'affrontent au Parlement - et peu importent les particularités physiques de celles et ceux qui les expriment.

- demander de tout faire pour qu'un président *noir* soit élu, c'est confondre la Représentation et le chef de l'État. Celui-ci ne peut se réclamer d'un groupe *racial* ou social sans que les autres groupes se sentent exclus. Pourquoi un *Noir* aurait-il un souci plus aigu du bien commun qu'un *Jaune* ou un *Blanc* ? Condoleezza Rice est bushiste, l'aurait-on oublié ? Personne n'a remarqué que le *Noir* Barack Obama avait au cours de sa campagne éliminé deux femmes : Hillary Clinton et Sarah Palin. Sur le sol qui vit renaître le féminisme, la *raciale* a triomphé de la *féminitude* alors qu'on nous avait raconté que toutes les minorités dominées étaient solidaires ! En France, le Parti socialiste vient de donner un spectacle édifiant, quant au destin de ces prétendues minorités : un homme qui ne fait pas mystère de sa différence a été battu par deux femmes qui ont pulvérisé, au cours de leur lutte haineuse, tout le discours sur la *sororité* hérité des années soixante-huit.

- Il est paradoxal, enfin, de promouvoir un modèle racialement à l'américaine dans notre pays, tout en présentant Barack Obama comme celui qui a dépassé la confrontation raciste pour incarner la nation américaine.

Angélique LACANE

(1) Voir *Royaliste* n° 872 - « Discrimination positive : une dangereuse imposture ».

La lutte, sans finale

Le Parti socialiste est brisé par plusieurs mois d'une campagne interne dominée, à l'ailé droite, par les haines personnelles. La victoire contestée de Martine Aubry ne résout rien dans l'immédiat mais ouvre de nouvelles perspectives.

À l'ailé droite du Parti socialiste, la rupture est consommée mais elle n'annonce pas nécessairement le divorce en bonne et due forme. La victoire de Martine Aubry à 42 voix de majorité au soir du vote est contestée et continuera de l'être. Mais une victoire de sa rivale aurait rendu la rue de Solferino ingouvernable puisque Ségolène Royal n'a pas la majorité dans les organes dirigeants, élus à la proportionnelle.

Les détails importent peu au regard des logiques politiques qui s'affirment :

Qu'elle soit dans le parti qu'elle aurait voulu transformer en assemblée de dévots ou qu'elle cherche à étendre sa popularité en dehors de ses structures, Ségolène Royal sera candidate à l'élection présidentielle de 2012.

Comme elle dirige le parti, après avoir battu Bertrand Delanoë, Martine Aubry pourra, elle aussi, présenter sa candidature.

Au sein de l'ailé droite, la lutte continuera d'être impitoyable entre deux personnalités qui se ressemblent et sont soutenues par les mêmes forces. Martine Aubry, maire de Lille, bénéficie du soutien des grands féodaux du Nord (Pierre Mauroy) et de Normandie (Laurent Fabius). Ségolène Royal est présidente de conseil régional et elle est appuyée par d'autres féodaux : Gérard Collomb, Jean-Noël Guérini, Georges Frêche... Toutes deux ont été ministre

de Lionel Jospin et ont été les complices de la gestion social-libérale du champion des privatisations. Pour se différencier de Ségolène Royal, qui fait le pari d'une droitisation de la société française, Martine Aubry se positionne à gauche mais ce n'est qu'un choix tactique, lourd de futures compromissions.

La division de l'ailé droite est à nos yeux d'un intérêt secondaire car elle laisse la gauche dans le négatif. La fracture positive est entre la droite oligarchique et les socialistes authentiques qui soutiennent Benoît Hamon. Les résultats obtenus par sa motion le 6 novembre (19 % des voix) et son score personnel le 20 novembre (22,4 % des suffrages) montrent que la gauche socialiste est désormais en mesure de représenter une alternative. Si Benoît Hamon et ses camarades parviennent à définir une politique globale par rapport à la crise économique et financière, l'ailé gauche ne cessera de gagner en crédibilité. Ce qui lui permettra de recréer et de durcir, au sein du Parti socialiste, la seule ligne d'affrontement qui vaille - entre sociaux-libéraux et socialistes.

Donner la victoire à Martine Aubry pour avoir les moyens de la battre : en se maintenant contre la droite puis en se désistant pour le maire de Lille, Benoît Hamon s'est montré bon dialecticien. Pourvu que ça dure !

Sylvie FERNOY

Tchèques

Mobilisation en chaîne

Le président tchèque Vaclav Klaus a effectué à Dublin, le 12 novembre, une brillante prestation qui constitue en quelque sorte l'avant-première du spectacle sportif qu'il donnera lorsqu'il prendra, le 1^{er} janvier, la présidence du Conseil européen.

Critiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Irlande pour avoir participé à un dîner de l'organisation *Libertas* qui fit campagne pour le Non au référendum, Vaclav Klaus a répliqué que cette réaction était pire que tout ce qu'il redoutait quant à la disparition de la démocratie en Europe. Ce qui ne facilitera pas le travail de ceux qui voudraient - au mépris du suffrage universel - faire à nouveau voter les Irlandais.

Tel n'est pas le problème du président tchèque, qui est hostile au traité de Lisbonne (auquel son gouvernement est favorable) et qui estime que la présidence européenne est *une chose sans importance* - ce qui ne l'empêche pas d'accuser Nicolas Sarkozy de vouloir lui voler le premier rôle en utilisant l'Eurogroupe.

Plus grave : le gouvernement tchèque a communiqué ses priorités à ses partenaires. Parmi celles-ci, le renforcement des relations transatlantiques et le rapprochement avec la Géorgie et l'Ukraine - dans une intention qui est clairement hostile à la Russie.

Déjà, au moment de la guerre en Ossétie, il avait fallu calmer les excités tchèques et polonais qui voulaient, ces *américanolâtres*, en découdre avec les Russes. Pendant six mois, le sport européen sera dominé par la pugilistique.

Annette DELRANCK

Cela ressemble à la liberté : jardin d'éveil pour les petits et lycée campus pour les grands. L'insurrection enseignante face à ses nouveautés pose des questions bien inquiétantes aux citoyens.

La massification de l'enseignement scolaire a permis de voir le nombre de bacheliers augmenter d'une manière exponentielle, depuis le milieu des années 1980. Ces dernières étaient l'époque du triomphe d'un certain libéralisme, dont on aperçoit aujourd'hui les effets nocifs. Les deux évolutions étaient en fait intimement liées. Le nombre de diplômés, à la sortie de l'enseignement secondaire, est passé de 30 % d'une classe d'âge à plus de 60 %. Depuis, le système scolaire se trouve face à un effet de stagnation et même de dépression. Il entre dans une crise dont nous n'avons que trop de mal à distinguer les origines. Il n'est qu'à juger du nombre de livres consacrés aux diverses crises de l'école (1) qui se font concurrence sur les étals des libraires.

Curieusement, et faisant fi de toutes les analyses, le gouvernement semble avoir tiré ses propres leçons des réflexions sur la défiance qui touche l'école publique, corroborée par ailleurs par l'augmentation croissante des inscriptions d'enfants dans des écoles privées. Le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale répondent par une prétendue nécessité de *réformer* - usant d'une rhétorique désormais appliquée en maints domaines - la scolarité autour de l'acquisition d'un **socle de connaissances communes**.

Pour les enseignants qui ont défilé dans la rue le 20 novembre dernier, la nouvelle offre de formation, ainsi que la substitution de *jardins d'éveil* aux petites sections de maternelles et la suppression de milliers de postes d'enseignants et d'heures consacrées aux élèves révèle la quantité des formations remises en cause. Les manifestants ne se contentent pas du discours de rentrée 2007 de l'omniprésent, qui annonçait pourtant « *une fonction publique moins nombreuse, mieux payée, avec de meilleures perspectives de carrières* ».

C'est que beaucoup de professeurs sentaient que l'on ne pouvait éternellement leur faire à eux aussi le coup du *travailler plus pour gagner plus* ; certains nouvellement entrés dans la carrière voulaient même faire cadeau à leurs établissements, qui en avaient besoin, de la prime de rentrée de 15 000 € qui leur était pourtant promise à eux. Il semble avoir échappé à nos dirigeants qu'une prime ne remplacera jamais une augmentation de salaire, régulière, qui compte pour la retraite. Aujourd'hui, on sent l'inquiétude grandir face au processus déjà bien avancé d'autonomisation des établissements scolaires.

L'État annonce la suppression de presque 23 000 postes de fonctionnaires, l'Éducation nationale en assumant plus de la moitié. Pour un bon nombre, il apparaît que le ministre Darcos est décidé à faire

réaliser jusqu'au bout la cure d'amaigrissement préconisée par les critères de convergence européens. On sait qu'ils sont aujourd'hui dépassés en maints domaines mais Xavier Darcos essaie de les maintenir - contre la logique politique de la défense d'une école publique de la promotion de la culture fondée sur l'égalité des chances que seule permet la gratuité.

Nous ne sommes plus dans la logique des petites économies qui conduisait, il y a peu, à une suppression de décharges d'heures d'enseignement. Nous sommes bien dans le sabotage d'heures et d'effectifs. Le recteur Jean-Paul de Gaudemar, chargé par le ministre de piloter la réforme du lycée, a annoncé la suppression de 180 heures annuelles de cours pour les élèves qui entreront en Seconde en septembre de l'année prochaine. Ce sera la naissance d'un *lycée campus* que les médias serviront nous vendront très prochainement. Chaque élève constituera, tel un étudiant, la liste des matières qui l'intéressent, certaines n'étant plus qu'optionnelles, telle l'Histoire dès la classe de Première. Révolution culturelle aveugle portée par les *seize points de convergence* signés entre le ministre et certains syndicats, dont le très puissant SNES, contre l'opposition de FO et de la CGT, sur fond de campagne pour les élections professionnelles : toutes les conditions sont réunies pour faire monter la pression sociale.

David NOVARRO

(1) *Royaliste* n°898 - « Les trois crises de l'Éducation nationale », pp. 6 et 7

Les missiles de la Baltique

Le débat sur la défense antimissiles en Europe centrale prend un tour inquiétant.

En réponse aux intercepteurs américains de missiles que la Pologne vient d'accepter sur son sol, le président russe Medvedev à nouveau a menacé de déployer dans l'enclave de Kaliningrad des missiles SS Iskander. Serions-nous revenus trente ans en arrière à la crise des euromissiles au cœur de la guerre froide, où l'URSS pointait des SS 20 sur l'Allemagne et où l'Otan ripostait par des fusées Pershing II en attendant que chacun les démantèle dans le cadre d'un accord global ? La situation actuelle est très différente. Car les Américains construisent un système antimissile placé sur la course probable de vecteurs iraniens visant le continent nord-américain. L'installation des Iskander russes serait prévue à Kaliningrad à quelques kilomètres seulement du site polonais contesté. On ne contre pas une fusée en plaçant une autre fusée côte à côte. L'objectif russe n'est donc pas Washington ni Berlin. Il est régional.

Les intercepteurs américains en Pologne ne gênent pas Moscou. Le radar tchèque qui les accompagne est un peu plus problématique car il inclut dans son champ de vision le territoire russe jusqu'à l'Oural. La question est ailleurs : alors que le système est purement national américain, et ne concerne donc théoriquement et pratiquement ni l'Otan ni l'Union européenne, son installation est interprétée comme une sorte d'extension du parapluie américain aux États de la Baltique et en général les États nordiques. Or c'est bien à tort. Les trois États baltes et la Pologne, d'un côté, la Finlande

et la Suède d'autre part, ne font vraiment confiance pour leur sécurité qu'à Washington et pas à Bruxelles ou Paris, et encore moins à Berlin. L'Histoire explique largement ce préjugé. Installer des fusées même purement défensives à proximité de l'ex-corridor de Dantzig (Gdansk) leur apparaît une meilleure garantie que celle donnée hier par Londres et Paris. L'adhésion des pays Baltes à l'Otan en 2004 était une manière de bénéficier exclusivement de la protection américaine.

L'objectif des dirigeants russes, de prévenir l'otanisation de la Baltique comme du Grand Nord, vise d'abord à dissuader la Finlande et la Suède d'y adhérer. Le débat a été lancé dans ces pays neutres. Moscou n'entend pas en être absent. Il veut peser sur la décision de l'opinion. De leur côté, la Norvège et l'Islande sont membres de l'Otan mais se refusent obstinément à adhérer à l'Union européenne. Si vous suivez la trajectoire calculée des fusées iraniennes, après être passées à l'aplomb de Dantzig, vous vous apercevez qu'elles traversent les mers vers l'Islande pour finir au Groenland, territoire autonome danois, jamais intégré dans l'Union européenne et siège d'une autre installation antimissile américaine. L'Islande, en banqueroute récemment, a obtenu de la part du FMI un prêt énorme de 2 milliards de dollars (pour 300 000 habitants !) après avoir joué avec l'idée d'un concours russe.

Derrière l'enjeu balte - et sa jonction avec l'enjeu arctique - se profile une nouvelle fois la question énergétique. Moscou

et Berlin se sont entendus sur le gazoduc sous-marin qui part de la frontière avec la Finlande (Primorsk) pour arriver à l'extrémité de l'Allemagne orientale, à la frontière de la Pologne, court-circuitant tous les pays riverains où il ne suscite qu'oppositions et controverses. Moscou avait même conçu pour son enclave de Kaliningrad, l'ex-Königsberg de Prusse Orientale, un brillant avenir économique qui se substituerait à la caserne qu'elle n'a cessée d'être depuis Frédéric II jusqu'à ces toutes dernières années. Passer du statut de Guantanamo de l'Europe septentrionale au Hongkong de la Baltique suppose une totale reconversion que la reprise de la menace balistique ne laisse pas entrevoir.

Il n'y a pourtant guère d'alternative. Ou la Russie est intégrée au développement économique de la Baltique à part entière ou l'ancienne Hanse se transformera en terrain de rivalité militaire. Que ce soit Moscou qui pose la question doit servir de rappel salutaire. Les pays riverains qui jouent l'escalade font le jeu des puissances extérieures. L'Union européenne devrait clairement proposer une stratégie régionale incluant tous les acteurs y compris la Russie. On ne peut s'en sortir que par le haut.

Le danger est que la situation soit préemptée par ce qui va se passer pour l'Arctique (1). Au lieu qu'un accord sur la Baltique serve de modèle, c'est la rivalité arctique qui va gagner la Baltique par pays nordiques interposés.

Yves LA MARCK

(1) Voir *Royaliste* n° 913 - « *Croc blanc* ».

BRÈVES

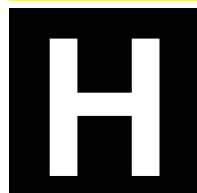
♦ **NOUVELLE-ZÉLANDE** - Les royalistes néo-zélandais ont choisi une manière originale de marquer le soixantième anniversaire du prince héritier du trône de Nouvelle-Zélande, le prince Charles. Renouant avec une tradition centenaire ils ont fait sonner toutes les cloches du pays pendant près d'une heure. « *C'est une occasion pour faire un peu de bruit pour célébrer l'anniversaire de l'héritier et marquer la place importante qu'il tient dans notre nation* » a déclaré John Dunn un des sonneurs d'Auckland. Cet anniversaire a été également l'occasion pour la *Ligue monarchiste* de lancer son nouveau site internet (www.monarchy.org.nz). Son président Noel Cox a déclaré : « *c'est l'occasion pour tous les Néo-Zélandais de mieux comprendre l'importance de notre système constitutionnel. En faisant comprendre la place de la monarchie dans la Nouvelle-Zélande moderne, nous jouons pleinement notre rôle pour préserver la santé de notre démocratie* ».

♦ **BELGIQUE** - C'est un bel hommage que le Premier ministre Yves Leterme a rendu au souverain à l'occasion de la Fête du Roi lors de la cérémonie au parlement fédéral. « *Au cours des quinze dernières années, nous vous avons perçu comme étant un ciment manifeste ainsi qu'un facteur de cohésion pour ce pays complexe et aux multiples facettes. Par votre fonction institutionnelle, vous êtes un ciment. Par votre personnalité, votre sérénité et surtout votre engagement profond, vous êtes devenu un facteur de cohésion dont l'autorité a dépassé la fonction* » a-t-il déclaré.

♦ **WALLIS** - Situation un peu paradoxale puisque c'est Yves Jégo, secrétaire d'État à l'Outre-mer, en visite pour la première fois dans l'île, qui est venu, tout en respectant la neutralité de l'État, prêcher la réconciliation entre le roi (Lavelua) Kapeliele Faupala, désigné en juillet dernier, et le clan des « *renovateurs* » qui menace de désigner un autre souverain. Le secrétaire d'État a déclaré : « *La République apporte son soutien et ses moyens mais en parfait respect de la coutume. Je ne viens pas donner de leçon. Je viens seulement dire au nom de l'État, qui est neutre, que la réconciliation des forces est utile pour avancer* ». Dans cette monarchie non héréditaire, le roi est élu par la Grande Assemblée (Fono Hau) composée des six ministres et trois chefs de région. La coutume veut que le roi soit choisi parmi les chefs des trois dynasties ou familles princières.

♦ **NÉPAL** - Selon Faniraj Pathak, ancien attaché de presse du Palais royal, le roi Gyanendra ne devrait pas rester longtemps silencieux. « *Il y a beaucoup de gens qui souhaitent que le roi donne son avis sur la situation du pays. Le roi est très inquiet sur la montée de l'insécurité et l'inflation galopante* » a-t-il affirmé. Les royalistes, de leur côté, déclarent que « *tôt ou tard le roi devra rentrer dans la politique active, qu'il ne s'est pas exilé en raison de son amour du pays et que ce sont les gens eux-mêmes qui le pousseront dans la politique pour servir la nation* ».

Un paradoxe français



Historien qui vit et enseigne à Jérusalem depuis 1974, Simon Epstein avait consacré son précédent ouvrage à l'étrange destin de ces dreyfusards qui s'étaient retrouvés, nombreux, chez les Collaborateurs ⁽¹⁾. Sa recherche s'est élargie à l'ensemble de la gauche française, plus particulièrement aux intellectuels, aux politiques et aux syndicalistes, sympathisants et militants de la Ligue contre l'Antisémitisme, qui ont structuré la Collaboration ⁽²⁾.

Tandis que s'accomplissait cette trahison, de nombreux militants de droite et d'extrême droite organisaient la Résistance. Simon Epstein nous explique ce paradoxe et son occultation.

■ **Royaliste : Dans la France des années trente, entre antisémites et défenseurs des Juifs, l'opposition paraît irréductible...**

Simon Epstein : L'association antiraciste la plus importante est la *Ligue internationale contre l'antisémitisme* (LICA), présidée par Bernard Lecahe : aux côtés de militants juifs, des centaines d'intellectuels et de politiciens non-juifs se mobilisent contre les persécutions en Allemagne et contre la montée de l'antisémitisme en France.

Je me suis interrogé sur le destin de ces personnalités après la défaite de 1940 et j'ai constaté que beaucoup de ceux qui proclamaient leur soutien à la LICA, et donc aux Juifs persécutés, se sont retrouvés dans les rangs de la Collaboration.

■ **Royaliste : Quelle sorte de collaboration ?**

Simon Epstein : Tous les aspects de la Collaboration, du vichysme à l'extrémisme ! Prenons un exemple, entre tant

d'autres : au dernier meeting parisien de la LICA, en juin 1939, René Belin, secrétaire général de la CGT, tient un discours absolument bouleversant, qui témoigne d'une solidarité sans faille avec les Juifs. Un an plus tard, René Belin est membre du gouvernement de Vichy, ministre du Travail et cosignataire du premier statut des Juifs.

■ **Royaliste : Le cas est connu et René Belin est considéré comme une exception.**

Simon Epstein : Pas du tout ! Beaucoup de syndicalistes et de socialistes se rallient à la *Révolution nationale* : les listes que je donne dans mon livre sont éloquentes et fournies. Le mouvement n'est pas anecdotique : il est massif. Parmi les ministres de Vichy, les anciens philosémites et antiracistes sont beaucoup plus nombreux que les antisémites de l'avant-guerre. Par exemple Pierre-Etienne Flandin, qui fut président d'une organisation de lutte contre l'antisémi-

tisme ; ou encore l'antifasciste François Chasseigne (l'un des ministres les plus nazifiés de Vichy) qui avait milité à la LICA. Joseph Barthélémy, Jérôme Carcopino, Pierre Cathala étaient philosémites actifs avant la guerre.

J'observe le même basculement chez les ambassadeurs de Vichy : Léon Bérard, ancien président d'un comité de défense des intellectuels juifs persécutés en Allemagne, est l'auteur du célèbre **rapport Bérard** selon lequel le Vatican ne s'oppose pas à la législation antijuive du régime de Vichy. Gaston Bergery, lui aussi ambassadeur de Vichy, milita à la LICA lors de sa phase antifasciste et antiraciste. On en dira autant des hauts fonctionnaires du régime.

■ **Royaliste : Et les autres milieux ?**

Simon Epstein : Les parlementaires ex-amis de la LICA sont très nombreux à soutenir le maréchal Pétain et à siéger au *Conseil national* de Vichy.

Les universitaires philosémites des années trente et les journalistes venus de la gauche se retrouvent en grand nombre à Vichy et dans la Collaboration. À *Je suis Partout*, une partie de l'équipe vient du maurrassisme (Lucien Rebatet, Robert Brasillach) et une autre de la gauche pacifiste : Alain Laubreaux et Pierre-Antoine Cousteau notamment, qui ont eu, à leur manière, leur phase philosémitaire.

Mes observations les plus stupéfiantes concernent les extrémistes de la Collaboration : Jacques Doriot est un ancien ami de la LICA et autour de lui on trouve beaucoup d'anciens amis de cette organisation antiraciste. Marcel Déat, qui vient du socialisme, recrute surtout dans la gauche pacifiste : les ex-antiracistes et les anciens dreyfusards sont donc particulièrement nombreux dans le Rassemblement national populaire (RNP). On les trouve partout, ces ex-antiracistes, y compris aux Waffen SS français.

■ **Royaliste : Ce basculement massif de militants de gauche a-t-il été repéré pendant l'Occupation ?**

Simon Epstein : Le phénomène est connu des contemporains. La presse de l'époque en parle abondamment. On peut même dire que cette question des *nouveaux* et des *anciens* antisémites obsède la Collaboration. Les antisémites de toujours (tel Henri Coston) regardent avec beaucoup de

méfiance les nouveaux arrivants : ils disent que c'est facile d'être antisémite, maintenant que les Allemands sont à Paris... D'autres secteurs de la Collaboration développent une rhétorique de réconciliation et d'indulgence à l'égard des nouveaux, qu'on appelle aussi les *convertis*. Ce qui complique les choses c'est que beaucoup d'anciens ne sont pas antijuifs depuis longtemps : ils ont versé dans l'antisémitisme en 1934, 1936 ou 1938, mais ils se posent en donneurs de leçons aux ralliés de 1940 ! Il y a là une non-synchronisation des dérives qui est passionnante à observer et instructive à analyser.

■ Royaliste : La LICA avait-elle perçu le phénomène avant la guerre ?

Simon Epstein : Bien sûr. *Le Droit de Vivre*, journal de l'association, désigne et dénonce violemment ceux des siens qui passent la ligne et qui deviennent antisémites après 1933 ou en 1938. Pendant la guerre, Bernard Lecache est interné en Algérie. Libéré après le débarquement anglo-américain, il reprend le combat et publie dans divers journaux de longues listes de **traîtres**, c'est-à-dire d'ex-membres du comité central de la LICA devenus pétainistes ou nazis. Quand la LICA se reconstitue à la Libération, son journal contient une *Rubrique des traîtres* qui fustige ses anciens dirigeants et sympathisants passés à l'ennemi. Elle cessera de publier ce type d'informations au milieu des années cinquante : c'est que l'évocation répétée des trahisons en question portait ombrage - on le comprend ! - au recrutement de nouvelles générations militantes. Les vénérements firent alors place au silence.

■ Royaliste : Vous montrez dans votre livre que cette mémoire du basculement a été entretenue à l'autre extrême...

Simon Epstein : J'ai évoqué Henri Coston. Cet antisémite de toujours a repris ses activités après la guerre : il fut l'archiviste méticuleux des dérives, il fut l'un des pôles de mémoire qui gardèrent - contre vents et marées - le souvenir des mutations monstrueuses qui caractérisèrent cette période. Ceci, pour le

malheur de l'historiographie française car tout ce qu'écrivait Coston, antijuif invétéré, nostalgique de la Collaboration et du nazisme, était ipso facto disqualifié... Il y eut d'autres pôles de mémoire. Bernard Lecache, je l'ai dit. Et Galtier-Boissière. Et d'autres encore. Mais l'occultation, au total, sera la plus forte.

■ Royaliste : Quel est le mécanisme qui conduit tant d'antiracistes à verser dans la Collaboration ?

Simon Epstein : Au début des années trente, les secteurs les plus hostiles à l'antisémitisme se situent naturellement à gauche. La gauche pacifiste est la plus active contre l'antisémitisme, car c'est un même sentiment humanitaire qui conduit à condamner, ensemble, la guerre (et ses massacres) et le racisme (et ses pogromes). Quand la LICA se constitue à la fin des années vingt et au début des années trente, elle recrute massivement chez les pacifistes de gauche et d'extrême gauche.

Cette conjonction du refus de la guerre et du refus du racisme se brise quand Hitler parvient au pouvoir en 1933. Les pacifistes se trouvent confrontés à un dilemme insurmontable. Ceux qui donnent la priorité absolue au rapprochement avec l'Allemagne regrettent qu'elle ne soit plus une République mais affirment que cette question du régime est secondaire : c'est avec l'Allemagne, même hitlérienne, qu'il faut faire la paix. Ce qui arrive aux Juifs est regrettable, concèdent-ils, mais une guerre entre la France et l'Allemagne serait plus regrettable encore. Telle est la position de Luchaire, entre autres, quand il se sépare de la LICA en 1933.

Ceux qui tiennent ce type de discours éprouvent un agacement certain à l'égard des Juifs qui, dès 1933, sont soupçonnés de jeter de l'huile sur le feu et de vouloir provoquer une nouvelle guerre franco-allemande. Ils ajoutent que le régime national-socialiste n'est pas si terrible, ils trouvent des excuses, ils incriminent la dureté du traité de Versailles... En 1938, lors de la crise de Munich, les départs de la LICA sont massifs et ce sont là encore les pacifistes qui donnent le ton : quoi que



■ Après la guerre, Le Droit de vivre, journal de la LICA a, pendant plusieurs années, publié des listes de ceux de ses membres qui avait trahi et pactisé avec Vichy.

fasse l'Allemagne, il ne faut pas lui faire la guerre. Et quand les Allemands occupent la France, ils s'opposent à toute volonté de résistance, ils prônent l'adaptation aux conditions nouvelles et l'édification de la **nouvelle Europe**.

L'étude des trajectoires individuelles, au travers de centaines de biographies collaboratrices, le montre bien. C'est la gauche pacifiste (ce n'est pas l'extrême droite nationaliste ou fasciste) qui fut le vecteur principal de la Collaboration. D'où cette conclusion, fort logique. Les antiracistes sont nombreux dans la Collaboration parce que les secteurs d'opinion où l'antiracisme fut fort, avant la guerre, sont précisément les secteurs qui, pendant la guerre, nourriront la Collaboration.

■ Royaliste : Ce fait est aujourd'hui occulté...

Simon Epstein : Il y a un blocage très fort et je m'en suis aperçu à l'occasion de la parution de ce livre : on refuse de le signaler, on esquivé la discussion. Ce que je montre dérange. L'idée que la majorité des collaborateurs est originaire de la gauche française des années trente est politiquement incorrecte. Qui plus est, la futilité et la versatilité de l'antiracisme angoissent les Juifs et leurs défenseurs patentés. C'est en effet tout un système de défense qui s'effondre : ce système suppose que la petite minorité juive est protégée par une majorité de non-Juifs qui ne permettra pas la persécution. Or si l'antiracisme s'est écroulé en 1940, ce n'est pas uniquement parce que les Allemands sont entrés dans Paris. C'est aussi que les défenseurs des Juifs, les philo-sémites, les antiracistes

sont passés de l'autre côté et sont devenus - à des degrés divers - antijuifs.

Inacceptable pour les Juifs, cette versatilité de l'antiracisme est tout aussi irrecevable pour les non-Juifs. La stabilité de leurs engagements politiques, la constance de leurs obligations morales sont remises en cause. Le souci humanitaire qui les anime devient soudain suspect... Ni les Juifs ni les non-Juifs n'aiment l'idée que les antiracistes puissent muer d'une façon aussi totale, aussi spectaculaire. Ils préfèrent les certitudes qu'apporte une dichotomie historiquement fautive mais politiquement salutaire, celle qui, de siècle en siècle, est censée opposer les *deux France* en un affrontement immuable. Les bons (la gauche) d'un côté, les méchants (la droite) de l'autre. Les bons restent bons, les méchants restent méchants. Voilà qui est simple et convaincant, à défaut d'être vrai.

■ Royaliste : Dans votre livre, vous vous intéressez aussi aux antisémites des années trente...

Simon Epstein : Oui. De très importantes recherches ont précédé la mienne - vous connaissez le livre de François-Marie Fleutot sur les royalistes (3). J'ai quant à moi retracé les itinéraires de nombreux militants d'extrême droite qui n'étaient pas toujours des antisémites frénétiques mais qui adhéraient en toute connaissance de cause à des mouvements antisémites lorsqu'ils militaient à l'Action française ou dans d'autres groupes extrémistes qui s'organisent en 1936 (la *Cagoule*, bien sûr, mais aussi la *Spirale*, moins connue).

suite page 8 ➔

Or j'ai été surpris de retrouver dans les réseaux et mouvements de résistance beaucoup d'anciens antisémites. J'ai suivi des dizaines d'itinéraires à Londres, à Alger et en métropole, en zone Nord et en zone Sud. Pour les réseaux, citons Georges Loustaunau-Lacau qui dirigeait un journal antisémite dont la secrétaire de rédaction était Marie-Madeleine Fourcade, qui elle aussi sera une grande résistante. Mentionnons le colonel Rémy qui anima la *Confrérie Notre-Dame*, et qui, antisémite modéré, distinguait entre bons et mauvais Juifs. Dans les mouvements, j'évoque Emmanuel d'Astier de la Vigerie, chef de *Libération*, grande figure du gaullisme de gauche après la guerre, et qui publia en 1935 des articles à la gloire de Drumont - ce que les historiens de la Résistance se garderont parfois de révéler.

Avant de devenir le chef des groupes francs de *Combat*, Jacques Renouvin était militant de l'Action française. Il harcelait Eugène Frot, socialiste indépendant, ministre de l'Intérieur et *fusilleur du 6 février*, lorsqu'il plaidait au Palais de Justice. Frot était protégé par les *groupes de défense* de la LICA, mais il milita au *Comité France-Allemagne* et sera pétainiste pendant la guerre... Royaliste et agitateur d'extrême droite, Renouvin affrontera l'Allemagne nazie et périra en camp de concentration. Républicain de gauche, ami des Juifs et de la LICA, Frot sera vichyssois bon teint et s'acoquinera, après la guerre, avec Xavier Vallat. Ces deux itinéraires se sont croisés aux feux du 6 février 1934. Ils illustrent bien le paradoxe français.

Propos recueillis par B. La Richardais

📖 (1) Voir *Royaliste* n°777 : Simon Epstein - « *Les Dreyfusards sous l'Occupation* », Albin Michel, 2001, prix franco : 23 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Simon Epstein - « *Un paradoxe français* », Albin Michel, prix franco : 29 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 (3) François-Marin Fleutot - « *Des royalistes dans la Résistance* », Flammarion, 2000, prix franco : 23 €.

➔ [Achat immédiat](#)

Religions

Les surprises d'un « retour »

Le discours simplificateur sur le retour du religieux masque une mutation des pensées, des institutions et des groupes. Celle-ci s'accomplit dans une dialectique des religions et des cultures dont Olivier Roy souligne la passionnante complexité.

Chrétiens ou musulmans, les théologiens et les historiens des religions continuent de cultiver une *docte ignorance* toute emplie des sagesse héritées et transmises. Mais ils le font dans un monde qui développe, selon Olivier Roy, une *sainte ignorance* pure de toute compromission et propre à l'effusion mystique (1).

Le siècle qui commence est bien marqué par des phénomènes d'ordre religieux, qui s'étaient manifestés à la fin du précédent. Mais le thème du *retour*, accrédité par les médias et le discours politique dominant, ne saurait être tenu pour vérité d'évidence. Du religieux, on nous donne à voir des musulmans, généralement fondamentalistes, le plus souvent arabes, de grandes manifestations catholiques et les cérémonies traditionnelles du judaïsme et du bouddhisme. Se branche sur ces images, qui expriment des réalités incontestables, l'annonce polémique du *choc des civilisations*. En l'occurrence, les civilisations sont réduites à deux blocs : *l'Occident chrétien* ; le *monde musulman*. Ce faisant, on néglige la violence des conflits qui ravagent l'Islam et les fortes oppositions qui demeurent entre chrétiens orthodoxes, catholiques et protestants. Mais surtout, on s'abuse en affirmant que les

religions traditionnelles sont *de retour* :

- elles ne sont jamais *parties* : le judaïsme était présent comme jamais en Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle ; le concile Vatican II a eu un immense écho, le bouddhisme a exercé sa séduction à partir des années soixante...

- elles sont entrées dans une phase de transformation qui affecte classiquement les domaines respectifs du sacré et du profane (par exemple en Russie) et qui s'accompagne aussi de profondes mutations.

C'est l'analyse de ces mutations qui fait l'objet du tout récent livre d'Olivier Roy, élevé dans la tradition protestante - il y fait une jolie allusion dans les premières pages du livre - et qui a acquis au cours de sa vie de chercheur une grande expérience tant des sociétés de l'Est (Turquie, Iran, Asie centrale) que de l'Ouest (États-Unis, Europe latine, Slaves du sud). Les Noirs américains, les syriaques de Turabdin (Turquie), les Ismaéliens du Pamir, les Musulmans de Bosnie et bien d'autres groupes illustrent la complexité de notre monde où l'on croit trop facilement que le marché globalisé simplifie tout.

Au contraire : notre passé religieux continue de marquer notre présent, phénomène

classique dont Olivier Roy donne un exemple amusant : à Marseille, Jean-Claude Gaudin, maire catholique de Marseille, parle avec l'accent, tandis que le protestant Gaston Deferre parlait pointu.

La mondialisation suscite une grande effervescence religieuse qui ne profite pas aux religions traditionnelles : malgré le succès des Journées mondiales de la jeunesse, la crise des vocations s'accroît dans le catholicisme. Ce sont les sectes qui progressent dans le monde entier de manière fulgurante - surtout le Pentecôtisme.

Il y a moins de retour des juifs, des chrétiens, des musulmans vers la foi de leurs parents que de conversions à toutes sortes de religions, sur le mode de la radicalité (*born again* américains, adhésion au fondamentalisme islamique) ou du syncrétisme (les ashrams chrétiens).

Alors que nous sommes habitués à la dialectique du culturel et du religieux (les chrétiens s'approprient la culture romaine ; les missionnaires protestants en Afrique font la promotion des langues locales), les nouveaux mouvements religieux se veulent étrangers aux aires culturelles dans lesquelles ils se développent : la différence religieuse se joue dans l'uniformisation de l'inculture. On mesure le danger de cette attitude mais on se doute que cette religiosité n'est pas la fin de l'histoire.

Maria DA SILVA

📖 (1) Olivier Roy - « *La Sainte ignorance, Le temps de la religion sans culture* », Seuil, prix franco : 20,50 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Jean-Luc Marion à l'Académie française

Il a été, et il est toujours, de bon ton, de brocarder l'Académie française, comme s'il s'agissait d'un conservatoire figé de nos gloires nationales. Je n'ai jamais partagé cette opinion facile et péremptoire. La simple cause de la langue française est une grande cause et justifie à elle seule l'existence de cette garde d'honneur qui n'a cessé de se renouveler depuis le cardinal de Richelieu. Quelle représentation exceptionnelle de ce que notre pays a offert de meilleur au monde dans le domaine de l'intelligence ! On souligne les absences injustes, regrettables. Mais n'est-ce pas une manière de rendre hommage à l'institution qui a vocation à rassembler les plus grands ? Et puis, il n'est pas vrai que l'Académie soit fermée à la nouveauté et aux mouvements féconds du présent. René Girard remarquait que « pendant un demi-siècle, la seule institution française qui m'ait persuadé que je n'étais pas oublié en France, dans mon propre pays, en tant que chercheur et en tant que penseur, c'est l'Académie française ». L'arrivée de Jean-Luc Marion sous la coupole, comme successeur du cardinal Jean-Marie Lustiger, constitue un autre signe indubitable de cette perpétuelle jeunesse de la vieille dame du quai Conti, qui s'honore ainsi de recevoir l'un des philosophes majeurs les plus féconds de notre temps.

On comprendra que l'amitié n'est pas étrangère à la satisfaction que j'exprime aujourd'hui. Voici plus de trente ans que je connais notre nouvel académicien, qui n'est pas non plus un étranger dans ce journal et qui a honoré nos *mercredis* lors de la sortie de quelques-uns de ses livres essentiels. Le soir même de son élection, alors que j'allais le saluer chez Grasset, un de ses éditeurs (celui de *l'Idole* et *la distance* et de *Phénomène érotique*), il me rappela immédiatement le souvenir de Maurice Clavel, qui avait été aussi un des familiers de ces lieux, à l'occasion de la parution de ses plus mémorables brûlots (*Ce que je crois*, *Dieu est Dieu*, *nom de Dieu* !). Spontanément j'associai à Clavel, le nom de Pierre Boutang, puisque c'est lui qui demanda à son ami de toujours sa superbe *Apocalypse du désir*, publiée également chez le même éditeur. Mais tout cela ne fait pas seulement des souvenirs, si précieux soient-ils... Je pourrais évoquer aussi Jean-Marie Lustiger dont Jean-Luc fut le premier à me parler, alors que j'ignorais presque tout de l'ancien aumônier de la Sorbonne ! Le plus important est de comprendre que le nouvel académicien s'inscrit bien dans une tradition de fidélité, dont la nouveauté est le gage. L'étiquette de non-conformiste pourrait s'appliquer à cette lignée où un Péguy aussi se retrouverait, mais elle est radicalement inadéquate à

la signification de la tâche entreprise par tous ces penseurs, révolutionnaires pour retrouver une *tradition plus profonde*.

Clavel faisait découvrir une révolution inattendue à travers les brouillards équivoques de 68. Dans le même mouvement, il révélait le Dieu qui l'avait converti quelques années plus tôt et de la façon la plus improbable. À l'encontre des canons de la pensée du moment, de la psychanalyse et même de la bien-pensance gauchiste-cléricale. Et pourtant les penseurs les plus éloignés n'étaient pas indifférents à cette profession de foi qui ressemblait à la confession d'un Augustin. Jean-Luc Marion est très proche de la foi d'un Clavel, lequel l'avait reconnu comme l'un des jeunes intellectuels chrétiens qu'il espérait afin de renouveler de fond en comble le paysage de l'intelligence. Mais sa fidélité se traduira par un immense labeur philosophique dans le cadre universitaire le plus exigeant possible, celui que Clavel avait abandonné pour d'autres engagements, politiques, artistiques, littéraires, journalistiques.

par Gérard Leclerc



Ce philosophe que l'Académie vient de choisir est l'homme d'une œuvre, plus que patiemment poursuivie. Seul un travailleur acharné pouvait parvenir à pareil accomplissement, qui se comprend à la fois par les recherches historiques pointues (Descartes), une confrontation toujours en acte avec la phénoménologie (Husserl, Heidegger), un dialogue exigeant avec les contemporains (Levinas, Derrida). Mais le penseur n'est si original que parce qu'il a en même temps comme interlocuteurs les génies de la Patristique grecque et latine et qu'il n'ignore sûrement pas la scolastique médiévale, et notamment ce saint Thomas d'Aquin par rapport auquel il se définira avec cette question de Dieu sans l'être qui produira une belle controverse. Précisément, un travail comme celui-là a besoin de la très large distance. Il faut une somme de lectures, de recherches, de mises en perspective qui réclame des décennies, pour passer de l'examen des objections heideggeriennes à la métaphysique jusqu'à la découverte d'une pensée accomplie sur l'Amour. Entre *l'Idole* et *le Phénomène érotique*, on compte un quart de siècle de labeur. Et le dernier ouvrage qui vient de paraître sur saint Augustin constitue une sorte d'accomplissement supérieur de tout le chemin parcouru.

Je suis en cours de lecture de ce livre considérable, par la portée de l'analyse, sa richesse, sa virtuosité, la prodigieuse connaissance qu'il suppose de l'œuvre d'Augustin mais aussi de l'histoire de l'augustinisme et également des recherches incessantes jusqu'à nos jours que l'homme des *Confessions* a suscitées. On s'aperçoit ainsi que l'œuvre entière de Jean-Luc Marion s'en trouve justifiée car c'est grâce à tout le travail entrepris que *Les Confessions* deviennent à nouveau proches et compréhensives selon l'intention de l'évêque d'Hippone, devenu *notre utopique contemporain*, à nous qui tentons de penser d'un point de vue post-métaphysique. « Une lecture plus appropriée, cohérente et correcte des textes augustiniens », n'est-ce pas une magnifique conclusion, qui témoigne de la fécondité d'une œuvre exceptionnelle. Celle que vient de reconnaître l'Académie française.

📖 Jean-Luc Marion - « *Au lieu de soi – L'approche de Saint Augustin* », Épiphanée PUF, prix franco : 35 €. [Achat immédiat](#)

De face et de profil

La fertilité de la thèse centrale de René Girard, la nature mimétique de nos désirs et de nos comportements, est telle qu'aucun domaine des sciences humaines n'échappe aux questions qu'elle pose, comme en témoigne le riche *Cahier de l'Herne* ⁽¹⁾ qui vient de paraître.

D'une voix de plus en plus inquiète, Girard nous somme d'abandonner les voies de la violence puisque nous ne disposons plus de sa résolution victimaire depuis que les textes judéo-chrétiens ont révélé l'innocence de la victime. C'est à cette urgence que Benoît Chantre tente de donner une réponse en s'efforçant de noter une convergence de taille entre Girard et Lévinas : la nécessité de sortir de la *Totalité*, de l'emprise du *Même*, de passer du *sacrifice pour soi* au *sacrifice de soi*, en adoptant une sorte de conversion à la *bonne distance* de l'autre.

Mais cette position éthique déroule aussitôt une chaîne de questions : comment *socialiser*, institutionnaliser la bonne distance ? Comment la décliner à trois ? S'il est concevable de passer à deux de la réciprocité à la relation, heureuse imitation qui oblige l'un et l'autre ensemble, qu'en est-il du tiers ? La bonne distance sera-t-elle la même pour tous, au même instant ? Ses lignes ne risquent-elles pas de bouger sans cesse ? Y a-t-il une perspective unique pour tous ? Comment donc passer de l'éthique au politique sans rien perdre des exigences de l'une et de l'autre, ce n'est pas dit. Le risque est clair, en revanche, de retomber dans l'enfer mimétique et Benoît Chantre, quelque brillante que soit sa réflexion, ne me semble réconcilier Girard et Lévinas qu'au prix de l'expulsion du *girardisme* de Girard.

Aussi Jean-Claude Guillebaud qui réfléchit en sociologue du fait juridique a-t-il plei-

nement raison de dénoncer le retour de la violence dans un espace voué naguère encore, sinon à l'éliminer, du moins à la contenir par la loi. Dans le lynchage médiatique qui monte, où chacun est appelé à la bizarre dignité de victime, c'est l'extériorité sociale, garante du domaine commun, qui s'effondre. C'est la *socialité* qui devient problématique si le lien public se réduit aux blessures privées. Et c'est aussi le statut de la victime innocente qui change du tout au tout : est-elle innocente si une nouvelle violence, qui se généralise, vient d'elle - fût-elle circonscrite au droit pénal - si les victimes toujours plus nombreuses s'installent par la voie judiciaire sur le terrain de la vengeance ?

René Girard aurait-il outré sa thèse de l'innocence de la victime ? Qui est innocent dans un monde de violence mimétique généralisée ? Personne, pas même la victime ? Certes, Œdipe n'a commis ni l'inceste ni le parricide, comme l'en accuse son rival et double Tirésias, mais Tyran de Thèbes a-t-il régné innocemment ? La responsabilité partagée de tous est-elle l'horizon du signe victimaire ? Au **tous coupables** succéderait, pour nous modernes, un **tous innocents**, sans que la violence ait reculé d'un pas. Le mérite de Jean-Claude Guillebaud est de mettre le doigt là où le réel fait mal : sur notre bonne conscience.

Est-ce poser aussi la question de la place du judéo-christianisme dans l'économie de la révélation *des choses cachées*... ? On peut regretter que ce *Cahier* ne mette pas en

débat cet aspect essentiel de la pensée de René Girard, cependant première « *théorie réellement athée du religieux* » (G. H. de Radkowski). Dans *La violence et le sacré* Girard accordait à Sophocle la place qui lui revient. Impossible en effet de lire *Œdipe roi* sans lire *Œdipe à Colone* où le héros expulsé proclame son innocence, au moins au regard des accusations d'inceste et de parricide.

Mais il faut en tirer une conséquence : ce progrès dans la conscience des hommes est une première marche vers le dévoilement : sans le secours d'aucune Révélation, par l'exercice de la seule raison universelle dégagée peu à peu de l'emprise du sacré violent, dans des sociétés où émergent des institutions profanes, des rites judiciaires, des groupes de plus en plus complexes et différenciés et une temporalité davantage protégée des rites violents. L'humanité se révèle à elle-même, par elle-même. Penseur de la crise, de l'indifférenciation mimétique, René Girard me semblerait surinvestir le sacré violent d'un sens et d'une importance qui ne peuvent se décliner qu'au détriment d'un ordre culturel garant de la vérité et du lien poétique et philosophique avec le monde. Vaste question pour tous ceux qui doivent tant à René Girard !

De remarquables contributions à ce beau numéro analysent de manière convaincante, en revanche, le déplacement de la crise sacrificielle de la société vers l'individu, du rite au théâtre, du théâtre au roman et de celui-ci à la scène intériorisée. Si chacun est à

soi-même son monde, il est appelé à être son bourreau et sa victime. Est-ce l'horizon de la modernité, inaugurée par l'écriture du pathétique Céline ou l'écriture neutre de Blanchot ? Les pistes ouvertes sont magnifiques : ainsi du neutre comme figure littéraire de la victime sacrifiée, sans identification, dans l'épuisement de sa singularité subjective, cadavre symbolique circulant comme un noyé entre les signes de la représentation moderne du monde par lui-même ; ainsi de l'émergence de nouveaux symptômes psychopathologiques... Tous ces articles fêtent l'inépuisable richesse de la théorie mimétique...

On ne saurait, à *Royaliste*, omettre la brillante étude, écrite à la pointe sèche, de Luigi Alfieri. C'est en termes serrés, presque mathématiques, une contribution remarquable à une théorie du politique, confirmant les intuitions anthropologiques de René Girard sur le passage de la victime *sacrificiable* au roi sacré et de celui-ci à tout ordre politique régi nécessairement par un tiers exclu et inclus pour que deux personnes sortent du social et entrent dans l'ordre du politique. Une telle analyse devrait définitivement ruiner les fumées contractuelles qui, depuis la fin de XVII^e siècle et tout au long du XVIII^e, ont obscurci l'anthropologie politique.

Comme les *Actes du Colloque de Cerisy* (2) ou les *Textes rassemblés* par Michel Deguy et Jean-Pierre Dupuy (3), ce *Cahier* fait date pour tous ceux qu'interroge sans cesse l'œuvre de René Girard ! Que le lecteur trouve dans le discours d'une rare beauté prononcé par Michel Serres à l'*Académie française* le triple bonheur de l'émotion, de l'analyse et du grand style, c'est le sort que je lui souhaite...

Alain FLAMAND

📖 (1) « *Girard* », *Cahier de l'Herne* dirigé par Mark R. Anspach, n° 89, prix franco : 39 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) *Actes du Colloque de Cerisy* - « *Violence et Vérité* », Grasset, 1985, prix franco : 38 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Michel Deguy & Jean-Pierre Dupuy - « *René Girard et le problème du Mal* », Grasset, 1982, épuisé chez l'éditeur.

CONGRÈS 2009

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 7 et 8 mars 2009.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 7 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La crise alimentaire"** et, d'autre part, **"Participation et droit des salariés"**.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Fabrice HUGOT

C'est avec un grand retard que nous avons appris le décès de notre ami Fabrice Hugot, à l'âge de 49 ans, en mai dernier à Alexandrie en Égypte. Fabrice avait été vice-président de l'Association des Amis de la Maison de France et membre du Conseil national de la NAR jusqu'à son départ pour l'étranger où il avait poursuivi une carrière d'intendant des lycées français, successivement au Mexique, en Éthiopie puis en Égypte. En dépit de son éloignement il nous avait gardé une fidélité sans faille. Que sa famille trouve ici l'expression de notre tristesse.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 3 décembre** - Notre dialogue avec Jacques Julliard a débuté il y a plus de trente ans. Nous l'avons d'abord connu comme historien du premier syndicalisme français et nous avons suivi, d'essai en essai, d'article en article, le journaliste engagé qui est aujourd'hui directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*.

Bien des colonnes de *Royaliste* ont exprimé nos accords et nos désaccords mais, par delà toutes nos divergences, nous avons au moins un point commun avec **Jacques JULLIARD** : la fidélité à des œuvres majeures, préservée et approfondie au cours des aventures politiques. C'est ainsi que nous nous étions retrouvés voici quelques années autour de Pascal. Nous sommes heureux de la voir revenir avec un nouveau livre *L'Argent, Dieu et le diable*, pour évoquer « **Péguy, Bernanos et Claudel** ». Trois marginaux, ennemis de toute concession, qui ont choisi la sécession (Péguy), l'exil (Bernanos) ou l'errance (Claudel) pour affirmer leur

pensée en pleine liberté. Tous trois ont une relation singulière à la France, au Politique en tant que tel, à l'argent – à Dieu et au diable car tous trois sont catholiques. Ils peuvent aujourd'hui nous protéger des confortables résignations.

● **Mercredi 10 décembre** - Journaliste, auteur de nombreux documents télévisés, **Jacques COTTA** a publié des essais qu'il nous avait présentés : l'un dénonçait dès 2001 « *L'illusion plurielle* » et expliquait « *pourquoi la gauche n'est pas la gauche* », l'autre était le résultat d'une enquête sur les « 7 millions de travailleurs pauvres » qui tentaient de survivre avant que n'éclate la crise financière.

Dans un nouvel ouvrage, notre invité s'intéresse à ceux qui profitent d'un système qui fonctionne grâce au chômage, aux faibles salaires et à toutes les contraintes exercées sur d'innombrables salariés. Qui sont ces « **Riches et presque décomplexés** » ? Comment ont-ils accumulé leur capital ? Comment voient-ils la société qu'ils prétendent dominer ? Ont-ils vraiment des obligations parmi les syndicalistes et les gens de médias ? Quels sont leurs liens avec le pouvoir politique, à l'heure où Nicolas Sarkozy déclare qu'il veut moraliser le capitalisme ?

● **Mercredi 17 décembre** - Nous avons le plaisir d'accueillir de nouveau **Marcel GAUCHET**, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur en chef du *Débat*. La réflexion qu'il développera devant nous est d'une pleine actualité : au moment où de nombreux enseignants manifestent contre la réforme éla-

Quelques changements dans l'organisation des "Mercredis".

Afin d'améliorer la qualité de nos "Mercredis" deux modifications notables :

- 1/ La porte sera irrévocablement fermée à partir de 20h15 et nous n'accepterons plus personne ensuite.
- 2/ Les personnes désireuses de participer au repas sont priées de s'inscrire dès leur arrivée. Nous prendrons les inscriptions dans la limite des places disponibles.

borée par leur ministère, il est essentiel de s'interroger sur « **Les conditions de l'éducation** ». Tel est le titre d'un ouvrage que notre invité a écrit avec Marie-Claude Blais, maître de conférences à l'université de Rouen et Dominique Ottavi, professeur à l'université de Caen.

Leur constat est alarmant : ce sont les fondements de l'institution scolaire qui ont été ébranlés et qui risquent d'être détruits. Il faut analyser cet état de fait, qui interdit toute restauration du passé. C'est en examinant les relations de l'école avec la famille, le sens des savoirs enseignés, sa place dans la société et la difficile question de l'autorité qu'il sera possible de concevoir et de mettre en œuvre une nouvelle politique de l'éducation.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Politique de crise

Pas de politique concevable et applicable sans une claire appréhension du temps. Cela vaut pour la politique économique et financière, lorsqu'on élabore les plans de lutte contre la crise et les projets en vue d'un nouveau développement.

Ces remarques banales se retrouvent dans maints discours « volontaristes » mais nous continuons de vivre dans un tourbillon d'événements et d'initiatives partielles et irréfléchies qui ajoutent à la confusion produite par une crise violente et multiforme.

En France, nous observons un rythme maniaco-dépressif. Après une année d'inertie, Nicolas Sarkozy est entré dans phase d'agitation jalonnée de discours et de réunions internationales.

En Europe de l'Ouest, les nations qui se trouvent dans des situations divergentes en tous les domaines (industries, monnaies, endettement des ménages, dette publique, taux antérieurs de croissance...) ne songent plus guère à ajuster leurs réactions.

Aux États-Unis, un mandat présidentiel se termine dans la catastrophe générale, les Américains connaîtront jusqu'en janvier la vacance du pouvoir et subiront longtemps ses effets désastreux.

C'est dire l'inutilité du sommet (G 20) tenu à Washington le 15 novembre. Après s'être occupé de psychiatrie suite à un tragique fait divers, avant de consacrer la fin de sa semaine à un séjour privé à New York, Nicolas Sarkozy a consacré quelques heures à cette réunion présentée comme un « nouveau Bretton

Woods » et comme le moment inaugural d'une « refondation du capitalisme ». Cette désinvolture a été remarquée. Le résultat des travaux est consternant.

Les mots de la tribu oligarchique figurent dans la déclaration commune (*transparence, régulation, réforme*) mais ils n'annoncent aucune opération d'ensemble : la clarification et la rationalisation de l'activité des banques impliquent qu'elles soient nationalisées et soumises



aux investigations de la police financière ; la politique économique suppose la constitution d'un puissant secteur public industriel, capable de dynamiser l'économie nationale et d'entraîner nombre d'entreprises privées en garantissant sur le long terme des partenariats et des activités de sous-traitance dans le cadre d'une économie protégée. Au contraire, les membres du G 20 demeurent dogmatiquement attachés à la libéralisation financière et au libre-échange généralisé.

Cela signifie que l'analyse des causes de la catastrophe n'est même pas commencée. Elle n'a d'ailleurs aucune chance de voir le jour dans les milieux dirigeants, qui vivent luxueuse-

ment au sein du système en train de s'effondrer. Il est vain d'attendre des futurs conclaves le contrôle des mouvements internationaux de capitaux, la nationalisation du crédit, la constitution d'économies continentales protégées et la définition d'une nouvelle monnaie internationale.

Sans doute, en France, en Europe de l'Ouest, les oligarques finiront par nous donner raison sur quelques points : entrée dans le capital de banques, relance de l'activité par le déficit public. Mais comme ils ne comprennent pas ce qui se passe fondamentalement (la faillite de l'ultra-libéralisme, le déclin des États-Unis...) et comme ils ont perdu au moins un an, ils auront toujours un ou plusieurs temps de retard sur le rythme rapide de la crise.

Il faudrait agir par des anticipations raisonnées. On se contente de réactions lentes et molles qui sont d'autant plus diluées dans le temps que les structures internationales actuelles sont en elles-mêmes des facteurs de ralentissement et de confusion : l'usine à gaz de Bruxelles, la banque centrale de Francfort plus particulièrement.

Ces constats ne sont pas désespérés. En France (pas seulement) des chercheurs de diverses disciplines, des journalistes et des citoyens de plus en plus nombreux (ils s'expriment surtout sur la Toile) ont depuis longtemps publié et diffusé des analyses lucides de la crise et ils formulent des propositions qui constituent déjà le socle d'un programme économique et social et d'une nouvelle stratégie dans le jeu international (1). La voie est tracée. Ce sont les moyens politiques qui font encore défaut.

Bertrand RENOUVIN

(1) Nous présenterons prochainement le livre de Jean-Luc Gréau : *La Trahison des économistes*, Gallimard/Le Débat, 2008 et celui d'Emmanuel Todd : *Après la démocratie*, Gallimard, 2008.